

LE TEMPS

COP26: la solution, c'est la taxe!

Le Temps, Charles Wyplosz, 4 novembre 2021

Les participants à la COP26 rivalisent d'éloquence pour dénoncer les menaces sur la survie de l'humanité et proclament leur détermination à prendre des décisions héroïques. A quoi cela sert-il? Rappelons-nous de la déclaration finale de la COP21: «Historique par le nombre de participants et la force des engagements pris, l'Accord de Paris est sans précédent dans les négociations en matière de dérèglement climatique.» Six ans plus tard, il est admis que ces engagements ne permettront pas de limiter la hausse des températures à 1,5 degré, ni même à 2. Si la méthode reste la même à Glasgow, le résultat n'a aucune raison d'être meilleur.



CHARLES WYPLOSZ

Les gouvernements négocient des engagements de réduction d'émissions de gaz à effet de serre censés être contractuels. Mais que faire si certains pays ne s'y tiennent pas? Le Brésil, l'Inde ou la Russie ne s'y sont pas tenus et rien ne se passe. Pourtant, prenant acte implicitement des engagements insuffisants de la COP21, la COP26 a pour objectif de prendre des engagements plus ambitieux. Certains pays veulent montrer l'exemple, d'autres négocient de pied ferme des engagements «plus réalistes». La déclaration finale annoncera que des progrès substantiels ont été atteints. Quels progrès? Des engagements non seulement virtuels mais aussi des obligations de résultats sans obligations de moyens. Promettre de réduire les émissions de gaz à effet de serre est illusoire tant que les mesures pour y parvenir ne sont pas précisément indiquées. On négocie des promesses dont bien peu seront réalisées. L'objectif réel n'est-il pas de pouvoir blâmer les autres lorsque les désastres arriveront? En fait, les désastres sont déjà là et on se pointe du doigt.

Serait-il préférable de négocier directement sur les mesures? Pas vraiment. Si les scientifiques ont fait de gros progrès pour évaluer l'impact de centaines de mesures sur le réchauffement, on est encore loin de certitudes. Il est impossible de prévoir les résultats. De plus, la question de l'obligation se poserait tout autant. Chaque gouvernement aura une bonne raison d'avoir pris du retard ou même reculé: une situation économique difficile, une opposition des citoyens, des préoccupations prioritaires, voire des voisins récalcitrants.

C'est toute la méthode des COP qui est à remettre en question. On voit bien la logique qui a conduit à cette méthode. Le réchauffement climatique est un défi mondial. Mais chaque pays a intérêt à laisser agir d'abord les autres. Il faut donc créer une obligation – de résultats ou de moyens – pour tous, sinon les engagements sonnent creux. Mais il n'y a pas d'autorité mondiale. Il s'agit donc de créer une obligation morale, ce qui est bien mais limité quand c'est une histoire de gros sous.

Vu ainsi, la solution est la taxe carbone. Si on pouvait décider d'une taxe mondiale, le problème serait résolu. En faisant grimper progressivement cette taxe, les émissions baisseraient à coup sûr. A un certain niveau de taxe, on atteindrait le graal du zéro carbone, sans avoir à calculer les effets de telle ou telle mesure, en fait sans avoir nécessairement à prendre de mesures, même si les recettes de la taxe doivent être consacrées à aider ceux qui ne peuvent pas payer plus cher ce qu'ils sont obligés de consommer, comme le chauffage ou les transports. Mais, là encore, un accord mondial est hautement improbable: trop d'intérêts sont en jeu.

Avec la taxe carbone, on peut pourtant commencer sans accord mondial. Il suffit que quelques pays instaurent cette taxe et prélèvent, chacun, des droits de douane équivalents sur les produits en provenance des pays qui ne l'ont pas fait, ou ont opté pour une taxe trop basse. L'intérêt de rester en dehors du système s'évapore. Les produits exportés vers les pays qui ont adopté une taxe carbone n'y sont plus meilleur marché car ils y sont de fait soumis à la taxe carbone. Pour que ça marche, il faut

que les pays qui s'accordent sur une taxe carbone et sur les droits de douane associés représentent une part importante de la consommation mondiale. C'est la direction dans laquelle la Commission européenne s'engage, et l'UE est le plus gros importateur du monde. La Commission doit convaincre tous les pays membres, ce qui n'est pas gagné car bien des lobbies s'activent. Mais c'est ce qu'il y a de plus prometteur pour le moment.